

4 septembre 2019

(19-5666)

Page: 1/2

Comité de l'évaluation en douane

Original: anglais

**NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 22 DE L'ACCORD SUR LA MISE  
EN ŒUVRE DE L'ARTICLE VII DE L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES  
TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE DE 1994**

GAMBIE

*Réponses aux questions posées par les États-Unis au sujet du document G/VAL/W/245*

La communication ci-après, datée du 30 août 2019, est distribuée à la demande de la délégation de la Gambie.

- 
- 1. La Loi fait référence à la "septième liste". La Gambie pourrait-elle fournir au Comité une copie de la "septième liste"?**

Réponse

La Gambie a notifié le texte de la septième liste de la Loi de 2010 sur les douanes et les droits d'accise de la Gambie dans le document G/VAL/N/1/GMB/1/Add.1.

- 2. Prière de fournir au Comité tout règlement d'application éventuel concernant cette loi.**

Réponse

La Gambie n'a pas élaboré d'autres règlements d'application concernant cette loi.

- 3. Prière de fournir les réponses au questionnaire sur l'évaluation en douane.**

Réponse

La Gambie a notifié les réponses au questionnaire sur l'évaluation en douane dans le document G/VAL/N/2/GMB/1.

- 4. Nous notons que conformément à l'article 22 de l'Accord sur l'évaluation en douane, les Membres sont tenus d'assurer la conformité de leurs lois, règlements et procédures administratives avec les dispositions dudit accord. Un Membre ne peut donc pas mettre en œuvre l'Accord sur l'évaluation en douane ou les Notes interprétatives relatives à l'Accord sur l'évaluation en douane simplement en y faisant référence. En ce qui concerne les Notes interprétatives relatives à l'Accord sur l'évaluation en douane, l'article 14 prévoit que les notes figurant à l'annexe I (de même que celles figurant aux annexes II et III) font partie intégrante de cet accord, et que les articles de l'Accord doivent être lus et appliqués conjointement avec les notes qui s'y rapportent. Prière d'indiquer comment la République de Gambie prévoit de mettre pleinement en œuvre les dispositions de l'Accord sur l'évaluation en douane de l'OMC dans sa législation.**

Réponse

La Gambie s'est pleinement engagée à appliquer l'Accord de l'OMC sur la valeur en douane et elle a incorporé les dispositions dudit accord, y compris les notes interprétatives, dans ses lois et règlements nationaux. Néanmoins, elle a l'intention de procéder à un réexamen de la Loi de 2010 sur les Lois sur les douanes et les droits d'accise afin d'améliorer sa législation nationale.

---